

Lionel MORONI

Toulon, le 15 décembre 2011

Monsieur Laurent WAUQUIEZ  
Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la  
Recherche  
21, rue Descartes  
75005 PARIS

---

AFFAIRE : OUESLATI Laroussi /QDD

LR/AR N° 1A 058 760 3289 6

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE  
ET PRESIDENT STATUTAIRE DU CONSEIL NATIONAL  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA  
RECHERCHE

Monsieur le Ministre,

Je vous écris tant en votre qualité de Président du  
Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la  
Recherche que de Ministre chargé de l'Enseignement  
Supérieur et de la Recherche.

Je suis l'un des Conseils de Monsieur Laroussi  
OUESLATI, ex-président de l'Université de Toulon Sud  
Var.

Celui-ci a fait l'objet d'une révocation de ses  
fonctions par la section disciplinaire du Conseil  
d'Administration de l'Université PARIS/SORBONNE  
compétente à l'égard des enseignants chercheurs.

---

20, rue Gimelli  
83000 TOULON  
Toque 182  
Tel : (33) 04.94.62.51.74  
Fax : (33) 04.94.62.10.31

2, Avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie  
75016 PARIS  
Toque B0692  
Tel : (33) 01 53 23 89 89  
Fax : (33) 01 53 23 05 55

Avocat au Barreau Pénal International  
International Criminal Bar  
Avocat auprès de la Cour Pénale Internationale

lmoroni.avocat@wanadoo.fr

## Lionel MORONI

Après 25 ans au service de l'Enseignement et de la Recherche et de l'éducation nationale tous ses droits à la retraite lui ont été supprimés.

Il a régulièrement interjeté appel devant la Commission compétente, la Section Disciplinaire du CNESER.

Vous ne pouvez ignorer les conditions dans lesquelles celui-ci est actuellement jugé par cette Commission on peut le dire de façon confidentielle.

En effet, il nous est interdit d'obtenir une copie de la procédure et ce en dépit de son volume important et de sa complexité, celle-ci étant consultable sur place, seulement quelques jours précédant l'audience fixée.

Vous êtes le Président en titre du Conseil.

Vous avez désigné le Professeur Mustapha ZIDI pour en occuper ces fonctions. Et désormais chacun des fonctionnaires qui dépendent de son autorité et ainsi de la vôtre doit connaître la façon dont les fonctionnaires qui sont appelés à y être jugés sont traités.

Les principes les plus élémentaires d'équité, de loyauté et de respect des droits de la défense y sont scandaleusement bafoués.

On peut penser, qu'il y est organisé institutionnellement une Justice jugée d'intimiste qui se déroule dans un huis clos procédural choquant et douloureux pour le fonctionnaire atteint par la poursuite.

L'affaire concernant Monsieur Laroussi OUESLATI a été appelée devant la Commission d'instruction du CNESER le 17 novembre dernier.

Nous avons précédemment à cette audience, à plusieurs reprises et plusieurs mois à l'avance, sollicité la copie de la procédure et des charges qui le mettent en cause.

## Lionel MORONI

Cela nous a été refusé.

Nous nous sommes, en dépit de ce refus, présentés à l'audience fixée.

Nous avons ainsi eu l'honneur de soulever la difficulté auprès du Président de la Commission d'instruction, le professeur Olivier BEAUD.

Nous avons effectivement demandé le report de l'audience pour obtenir enfin copie des pièces et des charges.

Ce dernier, autorité incontestée sur le plan National en matière de droit constitutionnel et plus généralement de droit public, a fait droit à notre demande de renvoi en estimant que notre requête, qu'il a jugé « originale » et « inédite » était justifiée par le principe du contradictoire et les nécessités du procès équitable.

Il a donc décidé de renvoyer sine die l'affaire et de porter la difficulté devant le Président du CNESER désigné par vous-même, Monsieur Mustapha ZIDI.

Notre surprise fut grande puisque la réponse adressée à la difficulté soulevée était une nouvelle audience fixée pour les 19 et 20 décembre suivant, la copie du dossier nous ayant été de nouveau formellement refusée.

La défense et ainsi la présence de l'avocat prévue par les textes dans le cadre de ces poursuites ne peut être considérée comme un alibi judiciaire.

Encore faut-il qu'elle ait les moyens de défendre celui qui est poursuivi. Surtout lorsque la décision contestée est une décision aux portées perpétuelles contre le fonctionnaire.

La demande de renvoi n'était ni une stratégie, ni encore moins un moyen dilatoire aux portées inopérantes.

## Lionel MORONI

Nous sommes cependant surpris et choqués par les moyens employés et la précipitation avec laquelle on souhaite judiciairement le détruire.

Quel que soit le cadre dans lequel il intervient, l'avocat doit pouvoir exercer son métier d'Auxiliaire de Justice, libre de toute entrave conformément à notre serment, dans des conditions loyales et équitables dans notre Pays.

Ceci est le gage d'une Justice sérieuse, juste et comprise.

Vous n'ignorez pas que le CNESER est également une juridiction administrative.

Plus que des mots, ces principes sont consacrés par la loi, les règlements nationaux et internationaux :

- Article 6-1 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ;
- Article 65 de la Loi du 24 avril 1965 ;
- Article 19 de la Loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Décision du Conseil Constitutionnel n° 76-70 du 2 décembre 1976 ;
- Décision de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 21 décembre 1987 ;
- Décision de la Cour Européenne des Droits de l'Homme RUIZ/Espagne du 23 juin 1993 ;
- Décision du CJCE du 24 octobre 1996.

Tous ces textes, lois, décisions des plus hautes autorités judiciaires nationales et internationales consacrent et œuvrent à faire respecter les droits les plus élémentaires de la défense et du principe du contradictoire largement bafoué par cette Commission aux pouvoirs exorbitants.

Vous avez le pouvoir et le devoir d'intervenir, c'est l'objet de la présente.

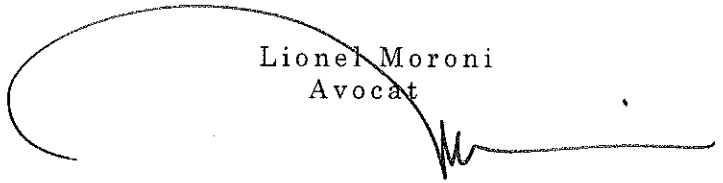
Lionel MORONI

J'espère que vous serez sensible aux difficultés soulevées par la présente et pourrez au plus vite agir auprès de la Commission pour que les droits de la défense y soient enfin respectés.

Dans l'attente, nous l'espérons, d'une réponse de votre part,

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma parfaite considération.

Lionel Moroni  
Avocat



---